


Les interdépendances internationales au cœur de la sociologie des processus d'Elias

Florence Delmotte

Lorsque enfin les tensions entre les États et à l'intérieur même des États auront été désamorcées et surmontées, nous pourrons nous dire avec quelque droit que nous sommes « civilisés ».

La dynamique de l'Occident (1939)

Les relations internationales dans l'œuvre d'Elias

Partant de l'étude de l'œuvre d'Elias, et non de l'étude des relations internationales, pour répondre à la question de ce que la première apporte à la seconde, il est tentant de faire l'exercice inverse et de montrer ce que les relations internationales apportent à la

sociologie d'Elias. Une lecture internationaliste tout à la fois éclaire et complexifie ses enjeux et il importe de comprendre pourquoi si l'on veut profiter du traitement que l'auteur réserve à ce qui se joue « au plus haut niveau », au niveau « le plus englobant » et « le plus complexe » des interdépendances humaines. Non seulement les textes traitant explicitement des relations internationales s'avèrent incontournables pour se faire une idée d'ensemble de l'analyse éliassienne du politique. Non seulement le politique – et donc la politique internationale – ne peut être considéré comme une dimension séparée des autres aspects de la vie humaine dans une approche dénonçant la « pseudo-spécialisation » des sciences. Mais encore le problème de l'évolution des relations entre « unités de survie » et de ce qui se passe « au-delà » de l'État-nation touche-t-il au cœur les ambitions théoriques et éthiques de la sociologie des processus. On ne peut dès lors s'en tenir à ce que l'auteur dit des relations « entre États » pour prendre la mesure de son apport sur les questions internationales. C'est dans cette optique que nous proposons de relire « Les pêcheurs dans le Maelström », qui traite explicitement de ces questions, mais aussi *La dynamique de l'Occident* (1975, traduction française partielle du second tome de l'ouvrage majeur *Über den Prozess der Zivilisation*, 1939), les *Studien über die Deutschen* (*The Germans*, 1996) et « Les transformations de l'équilibre "nous-je" », texte tardif publié dans *La société des individus* (1991) et qui avait retenu l'attention de Guillaume Devin dans son article fondateur consacré à Norbert Elias et aux relations internationales en 1995.

Elias reste, dans le domaine, un auteur relativement peu mobilisé en dépit de l'appropriation de son œuvre par la science politique, notamment en France, depuis sa mort. Cependant, du côté anglophone, l'intérêt des internationalistes pour la perspective « historique » ou

« constructiviste » d'Elias va croissant depuis la fin des années 1990 et il est révélateur que, parmi les plus récentes, les interprétations les plus pénétrantes d'un point de vue sociologique, politique et philosophique soient dues à des internationalistes. On songe ici aux travaux d'Andrew Linklater sur la civilisation des relations internationales qui met au jour des ambiguïtés de l'œuvre ou des hésitations particulièrement stimulantes. Pour passionnant qu'il soit, le débat portant sur la question de savoir ce qui, d'un « réalisme hobbesien » ou d'un « cosmopolitisme kantien », l'emporte dans la vision d'Elias n'est pas au centre de notre propos – ni la discussion tout aussi intéressante sur la parenté entre les analyses d'Elias et les théories réalistes et néoréalistes. Cela dit, ces débats permettent de creuser la question, centrale chez Elias, de l'État comme principal acteur des relations internationales et de son devenir en tant que tel. On aurait d'ailleurs pu, dans ce qui suit, se concentrer sur le rôle international de l'État dans l'approche socio-historique ou s'arrêter sur les thèmes, aussi centraux, de la violence et du conflit. On a plutôt fait le pari d'honorer une vision « continuiste » et englobante – ce qui ne veut pas dire harmonieuse – et d'aborder ces éléments tout ensemble à travers la notion d'interdépendance, qui donne sa colonne vertébrale à la sociologie d'Elias et unifie celle-ci à travers trois ambitions solidaires.

Bien connue, la première consiste à dépasser l'opposition individu/société au profit d'une approche relationnelle du social ou des « configurations ». L'individu et la société ne sont pas des entités distinctes mais des points de vue différents sur une même réalité. Les configurations, qu'il s'agisse d'un couple, d'un État ou de l'humanité tout entière, ne sont constituées de rien d'autre que d'individus reliés ou interdépendants, c'est-à-dire entretenant entre eux des relations de dépendance réciproque de divers ordres (affectives,

économiques et militaires par exemple), plus ou moins inégalitaires et durables mais toujours en mouvement. Les interdépendances et les configurations qu'elles dessinent sont forcément des processus, non des réalités figées. D'où la seconde ambition : étudier conjointement l'évolution des structures mentales ou psychiques des individus, et celle des structures sociales des entités qu'ils forment ensemble, ce qui nécessite pour Elias de renouer avec l'approche historique de longue durée largement abandonnée par les sciences sociales au xx^e siècle. En troisième lieu, il s'agit de fonder l'objectivité de la connaissance sociologique sur la pratique de l'auto-distanciation du chercheur qui est forcément partie prenante, engagée, au sein des relations et des processus qu'il doit élucider. L'apport d'Elias pour penser les relations internationales peut être appréhendé au prisme de cette triple ambition, qui structure notre propos ci-après.

États et relations entre États

Quand Elias aborde explicitement la question des relations internationales, c'est le plus souvent en termes de « relations entre États », notamment dans « Les pêcheurs dans le Maelström », un texte marqué par la guerre froide et le risque de « dérive vers une guerre atomique » (Elias, 1993, 73), thème quasi obsédant dans les derniers travaux. Les dirigeants des grandes puissances et leurs alliés y sont décrits comme prisonniers d'un cercle vicieux, d'un « double lien » qui va se resserrant. Comme les deux frères dans le récit d'Edgar Allan Poe, ils se trouvent pris dans une sorte de tourbillon où le faible contrôle des événements va de pair avec un faible contrôle de soi qui peut se révéler fatal car il empêche une appréhension raisonnée des problèmes. Les relations internationales sont abordées là

en lien direct avec une des propositions de la théorie éliassienne de la connaissance, qui insiste sur la nécessité de se « distancier » de ses représentations affectives des phénomènes politiques et sociaux pour pouvoir mieux les comprendre en vue de les maîtriser au lieu de les subir. La sociologie, au sens large, participe d'un tel projet émancipateur, voire salvateur. Mais encore faut-il, pour qu'elle remplisse sa mission, qu'elle soit « réaliste » (*reality congruent*), c'est-à-dire qu'elle développe une approche globale et intégrée du monde social. Cela implique entre autres de ne pas « séparer en pensée les problèmes internes des États et les problèmes des relations entre États ». « Au xx^e siècle, écrit Elias, ce qui se passe à l'intérieur d'un État, en particulier la répartition des centres de pouvoir à l'intérieur de celui-ci, est moins séparable que jamais de ce qui se joue entre les États, en particulier des rapports de force entre eux. Partout où se porte le regard, on se heurte à l'interdépendance des processus internes aux États et de ceux qui gouvernent leurs relations mutuelles » (1993, 71-72). En outre, les relations entre États et les relations sociales à l'intérieur des États sont présentées comme deux niveaux d'un « modèle de société pluridimensionnel » qui en comprend quatre puisqu'il inclut aussi les relations qu'entretiennent les hommes avec les forces de la nature, et celles que l'individu socialisé entretient avec lui-même.

Ces quatre « niveaux de relations » sont pour Elias interdépendants au sens où ils interagissent et s'influencent réciproquement. Concernant l'interdépendance entre le domaine des internistes et celui des internationalistes, Elias met toutefois l'accent sur l'emprise exercée sur les États par les relations entre États. Pour mesurer cette emprise de l'international sur le national, il ne faut pas seulement avoir à l'esprit la mondialisation des échanges et des risques, sur laquelle nous reviendrons, qui ne fait que l'accentuer. Il faut

aussi se souvenir que les États sont d'abord des « unités de survie défensives et offensives ». En tant que tels, ils sont nés « dans la guerre et pour la guerre » et se sont définis par rapport à d'autres unités de survie. Il en va de même des tribus, des clans et des seigneuries qui n'ont existé à ce titre qu'à travers les relations entretenues avec d'autres unités de survie. Cela implique aussi que les relations internationales au sens strict ne sont qu'une figure particulière, historiquement située, des relations entre unités de survie, mettant aux prises des États-nations et participant de processus historiques évoluant dans la longue durée. On ne peut les appréhender sans remonter au-delà du Traité de Westphalie. Et l'on ne peut comprendre l'emprise des relations internationales sur la trajectoire et les caractéristiques d'un État-nation sans remonter à la naissance de celui-ci, où des relations entre des unités de survie non étatiques ont souvent joué un rôle clé.

Cette idée se trouve illustrée dans le second tome du *Procès*, dans les chapitres consacrés à l'émergence de l'État en France (Elias, 1975). Autre exemple, dans les *Studien über die Deutschen*, il ne s'agit pas tant d'expliquer l'ascension du nazisme dans l'entre-deux-guerres par la défaite de l'Allemagne en 1918, les conséquences du traité de Versailles ou l'attitude des vainqueurs. Il s'agit de saisir la spécificité de la trajectoire étatique allemande et son impact sur « l'habitus national » (la personnalité sociale des Allemands) en remontant aux origines des peuples germaniques et à leur situation géographique, « coincés entre Latins et Slaves », d'où découleraient cette double « habitude », envahir et être envahi, et un « éthos » guerrier que renforceront la dégénérescence du Saint Empire, la Guerre de Cent Ans, une longue autocratie militaire (Elias, 1996, 2-8).

Stephen Mennell adopte la même perspective dans son livre sur le processus de civilisation américain

(2007) et examine l'impact des luttes éliminatoires territoriales depuis les premières colonies jusqu'à l'Indépendance des États-Unis, des luttes à la fois comparables et décalées par rapport à celles qui menèrent à l'établissement des grandes monarchies européennes, mettant surtout aux prises des acteurs plus diversifiés. Les Indiens, les puissances coloniales, les grandes compagnies marchandes auraient contribué à façonner une Union qui n'avait d'union que le nom avant de devenir un empire. Revenant sur l'histoire de la doctrine Monroe, Mennell montre que, sur le long terme, le rapport de force entre les États-Unis et leurs rivaux n'a cessé d'évoluer en faveur des premiers. Non seulement cette évolution assez rarement observée fait de l'expansion un processus de plus en plus planifiable et planifié, quand la plupart des processus de cet ordre sont « aveugles », mais encore cette ascension quasi continue se traduirait, dans l'habitus américain, par un sentiment de supériorité ancré dans une conception extrême de la souveraineté individuelle, et par une très faible capacité de réflexivité collective. Du fait de leur position, les États-Unis ne peuvent se voir comme les autres les voient, ni comme une nation parmi d'autres. Au plan interne, il en résulte une société qui ne peut que se sentir menacée en permanence, où les peurs nourrissent une religiosité fantasmagorique, et où la croyance en Dieu apparaît encore largement comme une condition de moralité.

De même que les relations d'interdépendance façonnent les vies et les personnalités des individus et définissent pour chacun des marges de manœuvre différenciées leur permettant plus ou moins d'agir sur le réseau, de le façonner à leur tour (Elias, 1991, 105), les relations internationales façonnent les entités sociales, les unités politiques. Pour autant, les configurations que forment les États, eux-mêmes conçus comme des réseaux d'interdépendance, ne sont constituées de rien

d'autre que de relations de dépendance réciproque évolutives. Cette approche, autrement dit, dépasse l'idée d'une co-détermination entre *agency* et *structure*, laquelle maintient l'idée d'entités séparées (Lacassagne, 2012). Ce qui se passe entre les unités de survie ou entre d'autres acteurs, économiques par exemple, n'a aucun caractère d'extériorité. Et on aurait tort d'hypostasier l'État, un des protagonistes parmi d'autres dans l'histoire. C'est pourquoi l'approche processuelle ne peut s'accorder avec l'idée de caractériser une fois pour toutes les relations internationales. Elias évoque à maintes reprises leur barbarie et leur archaïsme à l'époque contemporaine (1993), mais conteste l'idée d'anarchie ou de chaos (Elias, 1991a, 87). Pour lui, le « désordre » apparent a sa structure propre, il ne s'oppose pas à l'ordre et, pour aveugle et non planifiée qu'elle soit, la « dynamique de l'Occident » est « ordonnée » et obéit à une « logique » : celle de l'interdépendance sociale (1975, 182-183).

L'humanité comme unité de survie ultime

« C'est l'observation des faits présents qui permet de mieux comprendre les phénomènes passés, et c'est l'approfondissement du passé qui ouvre l'accès à ce qui s'accomplit sous nos yeux » (Elias, 1975, 299). S'agissant de saisir les modes d'intégration politique à l'œuvre dans un monde globalisé, Elias nous invite à remonter loin dans le passé pour reconstruire les enchaînements dont ils sont issus. Avec cette intuition que dans la genèse de l'État moderne se trouvent déjà à l'œuvre les forces qui expliquent, plusieurs siècles plus tard, son dépassement. L'interdépendance, ici, s'exprime essentiellement sur le mode d'une concurrence croissante entre unités de survie entraînant, par le biais de « luttes éliminatoires », une tendance à la

monopolisation du pouvoir sur des territoires sans cesse plus étendus. La construction de l'État est une étape clé car le monopole de la violence légitime, central chez Elias comme chez Weber, vise à garantir, à l'intérieur des frontières, une pacification des relations interpersonnelles rendue nécessaire par des modes de production, d'échange et de gouvernement reposant sur une division poussée des fonctions sociales. Ainsi la civilisation des mœurs est-elle liée à l'État, à travers la domestication plus poussée des pulsions, avant tout des pulsions agressives, et le développement et le raffinement des autocontraintes individuelles sur les comportements. Si cette relative pacification et cette civilisation des mœurs sont fragiles, sans cesse menacées par les guerres et sans doute réversibles (Elias, 1975, 316), le passage à des unités sociales d'intégration sans cesse supérieures, sans cesse plus englobantes, est envisagé comme inévitable et irréversible. De ce point de vue, l'orientation est déterminée et constante depuis la fin de l'époque féodale, « inscrite dans la nature de nos interdépendances » (1975, 304).

Réfugié à Londres, Elias rédige les dernières pages d'*Über den Prozess der Zivilisation* à la fin des années 1930. La guerre qui s'annonce ne fait pour lui que confirmer la poursuite, au niveau des États-nations, de la logique concurrentielle et monopolistique qui avait conduit à la naissance des États et Elias « prédit » l'émergence de puissances continentales ou de fédérations d'États-nations, appelés à s'allier de manière plus étroite. À l'issue du conflit, la victoire des deux superpuissances soviétique et américaine et la construction européenne qui s'enclenche semblent lui donner raison. D'autant que la lutte pour l'hégémonie ne tarde pas à reprendre entre les vainqueurs, notamment à travers la course aux armements qui, on le rappelait, marquera profondément les travaux du vieil Elias. Pour lui, la

menace de destruction par l'arme nucléaire attesterait le passage au niveau d'interdépendance ultime.

Dès le milieu du xx^e siècle, les États nationaux apparaissent ainsi comme complètement dépassés au plan des interdépendances matérielles et concrètes : « La catastrophe de Tchernobyl, la mort des poissons et la pollution du Rhin à la suite des efforts désordonnés entrepris pour vaincre un incendie dans une usine chimique suisse ne sont encore que des illustrations ponctuelles du fait que les unités nationales ont déjà transmis leur fonction de garants de la sécurité physique de leurs ressortissants et par conséquent leur fonction d'unité de survie à des unités supranationales » (Elias, 1991, 283). Reste que l'État-nation continuerait de remplir cette fonction « dans la conscience de ses ressortissants ». Ceux-ci resteraient dans leur grande majorité attachés à cette « unité du nous » qui contribue à les définir en tant qu'individus.

Pour Elias, le problème n'est pas seulement celui du décalage entre l'unité de survie véritable et le niveau d'organisation politique. Soit un écart pointé par d'autres auteurs qui prônent le développement d'une démocratie au-delà de l'État-nation, au moins au niveau européen, pour combler le retard entre l'intégration systémique de l'économie, opérée au niveau mondial, et l'intégration proprement politique (Habermas, 1998, 78). De manière plus originale, Elias pose aussi le problème de la « ténacité des structures de la personnalité » qui s'opposent aujourd'hui à des formes d'intégration politique post-nationale. L'analyse relationnelle et processuelle d'Elias invite donc à distinguer, sans jamais les déconnecter, trois niveaux désynchronisés qui, à nouveau, mettent en question la frontière entre internistes et internationalistes. Le premier, où domine la dimension fonctionnelle, matérielle, concerne les interdépendances « objectives », désormais globalisées. Le second est celui des institutions, de l'intégration par la

politique et le droit. Le troisième, si souvent négligé par l'analyse politique, concerne les représentations, les affects et les affiliations subjectives. L'idée sous-jacente est, semble-t-il, que les interdépendances constituent une sorte de moteur historique et que s'y adaptent – ou doivent s'y adapter – les formes d'intégration politique, auxquelles parviennent ou non à s'ajuster à leur tour les identités collectives et individuelles.

L'approche historique de longue durée souligne le caractère récurrent ou structurel des « effets de retardement » entre ces processus (Elias 1991, 274). Certaines difficultés rencontrées par l'intégration européenne paraissent ainsi moins inédites lorsqu'on se souvient qu'à son origine, l'État correspond seulement à un certain stade de l'institutionnalisation des relations de dépendance, notamment économiques et militaires, entre les hommes et qu'il a parfois mis des siècles pour faire naître un sentiment d'appartenance majoritairement partagé : « L'intégration pratiquement complète de tous les citoyens dans l'organisation de l'État, écrit Elias, ne s'est effectuée au sein des États parlementaires européens qu'au cours du ^{xx}e siècle. C'est seulement avec la représentation parlementaire de toutes les couches de la société que l'ensemble de leurs membres ont commencé à considérer l'État comme une unité du nous et moins comme un groupe dont on parlait à la troisième personne du pluriel » (1991, 270). Cependant, la vision de l'histoire chez Elias n'est ni linéaire ni cyclique : on ne peut déduire l'avenir du passé. La question demeure donc de savoir si les décalages entre l'unité de survie effective, le niveau d'organisation politique, et la définition du « nous » vont être corrigés ou non. Au niveau d'intégration régional, par exemple européen, le développement d'une identité collective est pensable et possible. Reste le risque qu'il s'opère sur le mode, obsolète, d'un patriotisme national

élargi. Surtout, la consolidation difficile et tardive d'une intervention politique au niveau européen apparaît comme un combat d'arrière-garde. Quant au niveau ultime, Elias écrit que « seul le niveau d'intégration suprême, l'appartenance à l'humanité, est permanent et inéluctable » (1991, 293). Le lien à cette « unité du nous » qui englobe toutes les autres serait néanmoins si lâche que très peu d'individus la ressentent comme un lien social. Entre autres explications, Elias avance que l'humanité est menacée par des groupes qui font « partie d'elle-même », n'a pas d'autre ennemi qu'elle-même. La conscience de soi, à ce niveau, ne peut donc s'appuyer sur la désignation d'un « Autre » comme les autres unités de survie l'ont fait, à travers les conflits armés.

Raison de plus pour ne pas envisager le développement d'une conscience de soi, d'un « nous » supranational, comme un simple élargissement des affects nationaux d'identification. Au xx^e siècle, au sein des États, la force et la propagation de l'identité nationale sont certes liées à la réduction des différentiels de pouvoir entre les classes sociales et à l'élargissement des droits à la représentation et à la participation politiques. Les idéologies nationales n'en demeurent pas moins des « mythes », les plus dangereux du temps (Elias, 1996). C'est pourquoi, bien qu'avec réserve, le « réaliste » Elias en vient à évoquer le développement des institutions mondiales (l'Organisation des Nations Unies et la Banque Mondiale), dont il serait beaucoup trop tôt pour évaluer la capacité à réguler un jour les interdépendances au niveau planétaire. Il mentionne aussi le développement d'ONG telles Amnesty International, qui attesteraient le développement, même ténu, d'une « nouvelle éthique universelle ». Enfin, pour Elias, il faut considérer avec attention la multiplication des revendications ayant trait aux droits de l'homme. L'idée, le fait que « l'homme en tant qu'individu a des

droits que même l'État ne peut lui refuser» correspondrait à une «nouvelle poussée d'individualisation», à la fois favorisée par l'intégration étatique, comparée au mode d'intégration tribal ou clanique, s'inscrivant dans le prolongement de l'État, et le mettant en cause. En particulier, «la liberté de se soustraire à l'usage de la violence ou à sa menace n'a peut-être pas bénéficié de toute l'attention qu'elle mériterait comme l'un des droits que l'on devra faire valoir à l'avenir au nom de l'humanité – et en dépit des résistances des États» (1991, 301). L'approche historique d'Elias justifie ainsi pourquoi la sociologie devrait finalement prendre au sérieux le cosmopolitisme des droits de l'homme.

La civilisation des relations internationales

Centrée sur l'État, la sociologie d'Elias, son approche relationnelle, contribue à le déconstruire. Elias regrette par ailleurs que l'histoire soit «encore largement» une «chronique des États». Le procès Eichmann l'illustrerait bien puisque c'est grâce à l'État d'Israël et à ses ressources en termes de puissance qu'on aurait réveillé la mémoire à l'égard des juifs assassinés (1996, 302). La perspective historique de longue durée rappelle quant à elle que les États n'ont pas toujours existé. Ils sont même d'invention récente et il n'y a pas de raison qu'ils ne disparaissent pas un jour. En tout cas ils se transforment, en lien avec la modification de l'équilibre des forces entre les différents groupes dominants et dominés, en leur sein et au dehors. Enfin, la théorie du processus de civilisation *stricto sensu* accorde un rôle central aux États : «la pacification des relations humaines y a fait des progrès, en dépit de fréquentes rechutes, et, en même temps, le degré de répulsion devant l'emploi de la violence physique s'est élevé» (Elias, 1993, 121). Cependant, elle

met aussi en évidence les processus de décivilisation, les retards et les évolutions contrastées dont l'État est tout autant un acteur central.

La pacification des relations sociales à l'intérieur des États s'est en effet accompagnée d'une violence décuplée au dehors et, à nouveau, ces deux phénomènes sont interdépendants : ils constituent le double visage de l'État. L'État, avons-nous rappelé, émerge dans la guerre et pour la guerre comme toute unité de survie. Toutefois, la guerre et l'impôt ont eu pour la construction étatique une importance particulièrement cruciale, y compris pour le développement ultérieur de la démocratie nationale. Les guerres – comme la colonisation, d'ailleurs – font donc partie intégrante d'une dynamique de l'Occident qu'on aurait tort de prendre pour synonyme de progrès. Il en résulte l'établissement d'un « double standard de civilisation » ou encore une « dualité des codes normatifs » entre ce qui est permis, toléré, encouragé ou proscrit dans les comportements à l'intérieur des États-nations d'un côté, et de l'autre ce qui est permis, toléré, encouragé ou proscrit en contexte de conflit armé, entre les ressortissants d'unités de survie identifiées comme « ennemies ». À ce niveau-là, répète Elias, rien n'a changé ou presque depuis la naissance des États, si ce n'est l'explosion de leur puissance destructrice : « Les relations *entre* États [...] se sont à peine modifiées. Foncièrement, elles ont conservé leur caractère archaïque. Tout État est libre, dans le cadre de ses relations avec les autres États, d'utiliser la violence, à moins que ses dirigeants et ses citoyens n'en soient détournés par la crainte que leur inspire un autre État de force égale ou supérieure » (1993, 121).

La raison, dans ce passage, en est simple : « À ce niveau, il n'existe aucun monopole de la violence physique, aucune instance supérieure capable de contraindre les États les plus forts et les plus puissants eux-mêmes à maintenir la paix et à s'abstenir, dans

leurs relations avec les autres États, d'utiliser la violence physique contre eux ou de les en menacer. Des institutions juridiques existent également sur le plan interétatique. Mais comme leurs décisions ne peuvent s'appuyer sur des forces militaires ou de police qui soient supérieures à celles de tous ceux qui enfreignent le droit international, leur influence sur les relations interétatiques est encore assez faible » (1993, 121). Les extraits de cet ordre sont légion, et il est difficile de ne pas y lire un plaidoyer pour un État mondial, parfois présenté comme la seule issue possible. Quoi qu'il en soit, la prévalence, au niveau international, d'un « droit du plus fort » non régulé – ou, ce qui revient au même, d'un droit international non garanti par un recours légitime et effectif à la force – témoignerait de l'incapacité à prendre acte de la menace de destruction globale : « Nous vivons comme si à l'époque des guerres de la plus haute technicité, avec un armement susceptible de ruiner les conditions de vie de l'humanité tout entière, on pouvait encore procéder, dans la pratique des relations internationales, exactement comme au temps de Pierre le Grand ou de Louis XIV où le canon était l'arme la plus puissante » (1991, 298).

Elias pointe aussi une politique extérieure qui resterait largement soustraite au contrôle démocratique : « En ce qui concerne les relations internationales, les dirigeants sont encore quasiment des souverains absolus avec une très large marge de décision. [...] Le décalage entre la démocratisation fonctionnelle de la politique intérieure et une pratique gouvernementale de la politique extérieure qui revêt les aspects de l'absolutisme a des conséquences de poids ». En particulier : « Une formation de la conscience morale systématiquement perpétuée par l'État et impliquant l'identification du citoyen à l'État national comme son devoir suprême intervient pour une bonne part dans le fait que la course à l'armement et la dérive vers la guerre semblent hors

de portée du contrôle humain. [...] La masse de la population n'est pas en mesure de résister à la sollicitation de son patriotisme national. Elle reste donc prisonnière d'un cercle vicieux qui fait inévitablement apparaître les mesures prises pour la sécurité de son propre groupe comme des mesures menaçant le groupe adverse et *vice versa*» (1991, 299).

On se gardera toutefois de caricaturer les contrastes, en termes de « progression civilisationnelle », entre les différents niveaux de relations humaines. À l'intérieur même de l'État, pour ne parler que de la violence, il est évident qu'elle n'a aucunement disparu. Relativement domestiquée, « encasernée » comme dit l'allemand, elle s'est plutôt vue déplacée, sublimée et refoulée. La monopolisation de la force physique légitime par l'État n'est pas seulement solidaire du décuplement de la violence entre États ; elle a aussi contribué au développement d'une violence symbolique et, selon Elias influencé par Freud, au refoulement des pulsions agressives qui se manifestent davantage dans une lutte qui se déroule « à l'intérieur de l'individu contre la partie “surveillée” de son Moi » (1975, 197).

Quant aux relations internationales entre États et entre individus, elles ne sont pas restées totalement étrangères aux processus civilisateurs ayant affecté les comportements, les sensibilités et les représentations à l'intérieur des frontières. Au fil des siècles, l'extension des chaînes d'interdépendance aurait favorisé une répulsion accrue vis-à-vis des souffrances d'autrui, le développement d'une capacité à se mettre à la place d'un autre de plus en plus éloigné, différent, étranger. Et ce qui révèle, au xx^e siècle, un tel « progrès », au sens fort, c'est une menace de régression plus radicale que celles qui l'ont précédée. Cette idée, capitale pour saisir une des dimensions éthiques de la théorie du processus de civilisation, sa dimension proprement internationale aussi, Elias la découvre, presque

incidemment, dans un passage des *Germans* discutant du degré d'exceptionnalité de l'extermination des juifs par les nazis. Nuançant l'idée que toute guerre représente une égale régression vers la barbarie, il avance que la plupart des guerres ayant agité l'Europe moderne n'auraient représenté que des régressions « limitées » : « Certaines des règles minimales d'une conduite civilisée étaient encore généralement observées même dans le traitement des prisonniers de guerre. À quelques exceptions près, un minimum d'estime de soi, laquelle permet d'éviter la torture insensée de ses ennemis et rend en dernière instance possible l'identification avec l'ennemi en tant qu'être humain, de même que la compassion pour ses souffrances, n'avait pas entièrement disparu. Dans l'attitude des nationaux-socialistes à l'égard des juifs, aucune de ces règles ne survécut. Du moins consciemment, les peines, la souffrance et la mort des juifs ne signifiaient pas plus pour eux que celles de mouches » (Elias 1996, 309).

N'en déplaise à ses détracteurs, la théorie d'Elias n'est pas précisément d'un optimisme béat. En outre, on aurait tort de croire que le traitement des relations internationales ne soit là que pour donner la preuve, un peu forcée, de la clairvoyance d'une théorie « de la civilisation » mal nommée ou mal tombée au cœur du vingtième siècle. « Il est habituel, écrit Elias, de se demander comment il est possible que des gens vivant en société puissent agresser physiquement ou tuer d'autres gens – comment, par exemple, peuvent-ils devenir terroristes ? ». Or, ce qui est réellement « étonnant et unique », c'est en fait le « relativement haut degré de non-violence caractéristique des organisations sociales d'aujourd'hui » (1996, 174). C'est pour cette raison que le niveau le plus englobant « est celui qui compte le plus », pourquoi « c'est en fin de compte la dynamique, encore peu contrôlée, des relations interétatiques qui montre la voie » (1993, 126), en dépit ou

au contraire en vertu du « retard » qu'accuse cette dynamique internationale, qui rappelle au sociologue l'ampleur du travail de « dévoilement » auquel il doit contribuer. Les enjeux épistémologiques, politiques et éthiques de la sociologie d'Elias – et de la sociologie selon Elias – peuvent difficilement être dissociés. Et cette interdépendance – encore – entre les trois plans de son discours se révèle tout particulièrement dans sa sociologie historique de la politique et des relations internationales.

En conclusion, des questions ouvertes

Le traitement des relations internationales dans l'œuvre de Norbert Elias apparaît marqué par un paradoxe, sinon par une contradiction, typique de celles qui jalonnent l'œuvre et constituent pour partie son intérêt, son caractère stimulant. D'un côté, il s'agit de récuser la séparation artificielle entre ce qui se passe à l'intérieur des États et ce qui concerne les relations entre États ou s'étend au-delà des unités de survie. De l'autre, la sociologie des processus attribue aux relations entre et au-delà des États une attention, un traitement tout à fait spécifique : peut-être parce que les relations internationales apportent en quelque sorte la preuve du caractère inabouti ou de l'évolution paradoxale du processus de civilisation. Cette contradiction pour partie se dénoue lorsqu'on se penche sur la notion d'interdépendance qui, en se déployant dans le temps et l'espace humains, signifie tout à la fois une continuité, une progressivité et une complexification des relations et processus sociaux à différents niveaux interconnectés, du plus englobant au plus intime.

La notion d'interdépendance, que l'on serait tenté de qualifier de fonctionnelle et de matérialiste, force à s'intéresser, et d'ailleurs l'œuvre le fait abondamment,

à tout ce qu'elle influence voire détermine mais semble *a priori* laisser de côté : le ressenti, le vécu des acteurs, leurs visions des structures sociales et politiques, leurs peurs et leurs blocages. Tout ce qui fait l'épaisseur historique des configurations, leur dimension subjective et irrationnelle, souvent prédominante au niveau ultime, et le moins maîtrisé, des interdépendances et des risques planétaires. Pour Norbert Elias, l'approche « réaliste » à laquelle il était tellement attaché est finalement celle qui se penche sur les représentations qui ne le sont pas alors qu'elles prétendent l'être, en premier lieu celle qui considère encore l'État national comme une unité de survie effective. Et probablement, pourrait-on compléter, la sociologie « non normative » qu'il prônait impliquait-elle d'assumer, fût-ce implicitement ou par touches, sa part de normativité. C'est en cela que l'analyse par Elias des relations internationales, avec la critique du nationalisme et la revendication d'une mission pour la sociologie qu'elle comporte, constitue, même si tel n'était pas l'objet de cet essai de le démontrer, une clé de déchiffrement indispensable de l'œuvre de cet auteur.

Son plaidoyer cosmopolite désenchanté insiste ainsi sur la peur entretenue par tout discours idéologique, fondamentale dans la guerre froide comme dans la lutte contre le terrorisme. Et il en parle non comme un élément de stabilité pour « l'équilibre des tensions », lequel renvoie bien à la centralité des rapports de force, mais plutôt comme un élément qui menace en permanence un processus de civilisation embryonnaire en ce qui concerne les relations internationales. À cet égard, on peut penser que la « politesse diplomatique » ne témoigne pas du tout, chez Elias, du dévoiement d'une vraie politique qui serait fondée sur l'ami et l'ennemi comme le pensait Carl Schmitt (dans *La notion de politique*). Elle évoque plutôt un jeu courtois renvoyant à une phase, prédémocratique, du procès de civilisation

occidental qui prit ses marques dans l'État absolutiste. Les processus de civilisation proprement internationaux n'en sont encore qu'à leurs tout débuts. Ils restent marqués par le modèle étatique et la nécessité de définir dans son sillage de nouveaux centres de pouvoir mieux à même de garantir notre survie à l'ère globale. Mais ils questionnent aussi de manière inédite les ressources critiques, les avancées juridiques et les promesses de coopération d'une société internationale d'individus.

Références bibliographiques

DEVIN Guillaume, 1995, « Norbert Elias et l'analyse des relations internationales », *Revue française de science politique*, 45(2), p. 305-327.

ELIAS Norbert, 1975 (1939), *La dynamique de l'Occident*, traduit de l'allemand par P. Kamnitzer, Paris, Calmann-Lévy, rééd. Pocket.

—, 1991 (1987), *La société des individus*, traduit de l'allemand par J. Étoré, Paris, Fayard, rééd. Pocket.

—, 1991a (1970), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, traduit de l'allemand par Y. Hoffmann, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, rééd. Pocket.

—, 1993 (1983), *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, traduit de l'allemand par M. Hulin, Paris, Fayard, rééd. Pocket.

—, 1996 (1989), *The Germans. Power Struggles and the Development of Habitus in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, traduit de l'allemand par E. Dunning et St. Menell, Cambridge, Polity Press.

HABERMAS Jürgen, 1998, *L'intégration républicaine*, traduit de l'allemand par R. Rochlitz, Paris, Fayard.

LACASSAGNE Aurélie, 2012, « Cultures of Anarchy as Figurations : Reflections on Wendt, Elias and the English School », *Human Figurations*, 1(2) <http://hdl.handle.net/2027/spo.11217607.0001.207>.

LINKLATER Andrew, 2004, « Norbert Elias, The “Civilizing Process” and the Sociology of International Relations », *International Politics*, 41, p. 3-35.

MENNELL Stephen, 2007, *The American Civilizing Process*, Cambridge, Polity Press.

